

PREFET DE LOIR-ET-CHER

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement

Blois, le

04 OCT. 2018

Unité Départementale de Loir-et-Cher

Le Directeur régional

à

Monsieur le Préfet de Loir et Cher

Pôle Environnemental et transition énergétique
Place de la République – BP 40299
41000 – Blois Cedex

**Rapport au Préfet du service d'Inspection des installations
classées pour la protection de l'environnement**

Société AMF QUALITE SECURITE ENVIRONNEMENT

**Demande d'autorisation d'exploiter une plate-forme logistique par la société AMF QSE dans le cadre de la création
d'un entrepôt (bâtiment E)**

Par lettre déposée en préfecture de Loir-et-Cher le 30 juin 2017, Monsieur [REDACTED] agissant en qualité de
Gérant de la Société AMF QUALITE SECURITE ENVIRONNEMENT, a sollicité une autorisation environnementale pour
l'Entrepôt AMF QSE " Bâtiment E ", implanté sur le territoire de la commune de Mer.

Cette demande concerne l'autorisation d'exploiter une plate-forme logistique par la société AMF QSE dans le cadre de la
création d'un entrepôt (bâtiment E) situé sur la Zone d'Aménagement Concerté « des portes de Chambord » sur le
territoire de la commune de Mer.

À cet effet, un dossier de demande d'autorisation environnementale, a été déposé le 30 juin 2017 et complété le 13
décembre 2017.

1. OBJET DE LA DEMANDE

1.1. Nature et volume des activités

Les installations projetées relèvent du régime de l'autorisation prévue à l'article L. 512-1 du code de l'environnement, au
titre des rubriques listées dans le tableau ci-dessous.

Rubrique	Alinéa	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement et/ou Volume autorisé	Régime ¹
1436	1	Liquides de point éclair compris entre 60°C et 93°C, à l'exception des boissons alcoolisées (stockage ou emploi de) La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations, y compris dans les cavités souterraines étant 1. Supérieure ou égale à 1 000 t (A)	Cellules recoupées, 2bis et 8bis La quantité totale de ces produits sera de 1 200 tonnes par cellule	La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations étant de: 2 400 t	A

Rubrique	Alinéa	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement et/ou Volume autorisé	Régime
1510	I	Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des) à l'exclusion des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant par ailleurs de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage de véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts frigorifiques. Le volume des entrepôts étant : 1. supérieur ou égal à 300 000 m ³ (A)	Cellules 1 à 8, y compris 2bis, 2ter, 8bis, 8ter : Volume global : 594 000 m ³ Quantité de matières combustibles : 50 386 t	Le volume maximum des entrepôts étant de : 594 000 m ³	A
1530	I	Papier, carton ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés (dépôt de) à l'exception des établissements recevant du public. Le volume susceptible d'être stocké étant : 1. supérieure à 50 000 m ³ (A)	Cellules 1 à 8, y compris 2bis, 2ter, 8bis, 8ter : Volume stocké : 117 471 m ³	Le volume maximum susceptible d'être stocké étant de : 117 471 m ³	A
1532	I	Bois ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et visés par la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public. Le volume susceptible d'être stocké étant : 1. Supérieure à 50 000 m ³ (A)	Cellules 1 à 8, y compris 2bis, 2ter, 8bis, 8ter : Volume stocké : 117 471 m ³ Palettes situées à l'extérieur de l'entrepôt : 200 m ³	Le volume maximum susceptible d'être stocké étant de : 117 671 m ³	A
2662	I	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de). Le volume susceptible d'être stocké étant : 1. Supérieur ou égal à 40 000 m ³ (A)	Cellules 1 à 8, y compris 2bis, 2ter, 8bis, 8ter : Volume stocké : 117 471 m ³	Le volume maximum susceptible d'être stocké étant de : 117 471 m ³	A
2663	I a	Pneumatiques et produits dont 50% au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de) 1. À l'état alvéolaire ou expansé tels que mousse de latex, de polyuréthane, de polystyrène, etc. Le volume susceptible d'être stocké étant : a) supérieur ou égal à 45 000 m ³ (A)	Cellules 1 à 8, y compris 2bis, 2ter, 8bis, 8ter : Volume stocké : 117 471 m ³	Le volume maximum susceptible d'être stocké étant de : 117 471 m ³	A
2663	2 a	Pneumatiques et produits dont 50% au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de) 2. Dans les autres cas et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké étant : a) supérieur ou égal à 80 000 m ³ (A)	Cellules 1 à 8, y compris 2bis, 2ter, 8bis, 8ter : Volume stocké : 117 471 m ³	Le volume maximum susceptible d'être stocké étant de : 117 471 m ³	A
4331	I	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 1. Supérieure ou égale à 1 000 t (A)	Cellules recoupées, 2bis et 8bis : La quantité totale de ces produits sera de 1 200 tonnes par cellule	La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations étant de : 2 400 t	A
4734	2 a	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et nappas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 2. Pour les autres stockages : a) Supérieure ou égale à 1 000 t (A)	Cellules recoupées, 2bis et 8bis : La quantité totale de ces produits sera de 1 200 tonnes par cellule	La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations étant de : 2 400 t	A
4753	2 a	Alcools de bouche d'origine agricole et leurs constituants (distillats, infusions, alcool éthylique d'origine agricole, extraits et arômes) présentant des propriétés équivalentes aux substances classées dans les catégories 2 ou 3 des liquides inflammables. 2. Dans les autres cas et lorsque le titre alcoométrique volumique est supérieur à 40 % : la quantité susceptible d'être présente étant : a) Supérieure ou égale à 500 m ³ (A)	Cellules recoupées, 2bis et 8bis : La quantité totale d'alcools de bouche stockée par cellule sera de 2 400 m ³	La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations étant de : 4 800 m ³	A

Rubrique	Allée	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement et/ou Volume autorisé	Régime ¹
2925		Accumulateurs (ateliers de charge d) La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW (D)	4 locaux de charges d'accumulateurs pour une puissance totale de 1 008 kW	La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant de : 1 008 kW	D
4320	2	Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2, contenant des gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 150 t (A) 2. Supérieure ou égale à 15 t et inférieure à 150 t (D)	Cellules recoupées, 2bis et 8bis : La quantité totale de ces produits sera de 50 tonnes au total pour l'ensemble du bâtiment E.	La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations étant de : 50 t	D
4321	2	Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2, ne contenant pas de gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 5 000 t (A) 2. Supérieure ou égale à 500 t et inférieure à 5 000 t (D)	Cellules recoupées, 2bis et 8bis : La quantité totale de ces produits sera de 1 200 tonnes par cellule.	La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations étant de : 2 400 t	D
2910	A	Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2771. A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b)i) ou au b)iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie issus du b)iv) de la définition de biomasse ou lorsque la biomasse est issue de déchets au sens de l'article L541-4-3 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique nominale de l'installation est : 1. Supérieure ou égale à 20 MW (A) 2. Supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW (DC)	Le bâtiment E comportera une chaudière au gaz naturel d'une puissance totale de 1,4 MW.	La puissance thermique totale de l'installation étant de : 1,4 MW	NC
4755	1	Alcools de bouche d'origine agricole et leurs constituants (distillats, infusions, alcool éthylique d'origine agricole, extraits et arômes) présentant des propriétés équivalentes aux substances classées dans les catégories 2 ou 3 des liquides inflammables. 1. La quantité susceptible d'être présente étant supérieure ou égale à 5 000 t (A)	Cellules recoupées, 2bis et 8bis : La quantité totale d'alcools de bouche stockée par cellule sera de 2 400 t	La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations étant de : 4 800 t	NC
4802	2	Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n°317/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage). 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation. a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg (DC) b) Équipements d'extinction, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 200 kg (D)	Les bureaux et les locaux sociaux seront climatisés. Ces équipements comporteront du fluide frigorigène de type R407C pour une quantité totale de 280 kg.	La quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant de : 280 kg	NC

(*) A (Autorisation) ou E (enregistrement) ou D (Déclaration) ou DC (Déclaration avec contrôle périodique) ** ou NC (Non Classé)
Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées

1.2. Description de l'établissement

La société AMF-QSE est une société de services spécialisée, notamment, dans l'audit, la représentation pour le compte de tiers, et/ou le suivi de titres administratifs portant exploitation d'installations classées pour la protection de l'environnement.

L'emprise du projet est situé sur la plateforme logistique sise Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) des Portes de Chambord qui a fait l'objet d'une première autorisation d'exploiter en 2006 (arrêté préfectoral n°2006.151.6 du 31/05/2006). L'autorisation initiale prévoyait la réalisation d'un ensemble de 8 bâtiments exploités par la société DERET LOGISTIQUE numérotés de A à H. Depuis, seule une partie des bâtiments ont été réalisés et des changements de propriétaires sont survenus. Ainsi le terrain du bâtiment E, emprise du projet est devenu propriété de la SCI Orléans Mer

Logistics Investments et a fait l'objet d'une cessation partielle d'activité. Le terrain n'est donc plus visé par l'arrêté préfectoral n°2006.151.6 du 31 mai 2006.

L'installation projetée sera implantée sur une superficie d'environ 128 600 m² sur la ZAC des Portes de Chambord située au Nord de la commune de Mer, à proximité de la sortie d'autoroute et dans la « zone tampon » du périmètre du Val de Loire inscrit au patrimoine mondial de l'Unesco.

Le bâtiment de forme rectangulaire se composera d'une zone entrepôt, de deux blocs de bureaux et d'installations techniques, pour une surface bâtie d'environ 49 400 m². L'entrepôt dont la hauteur au sol ne dépassera pas 14 mètres, se composera de 8 cellules dont deux pourront être divisées (configuration à 10 cellules) pour accueillir des liquides inflammables. Le bâtiment est conçu pour pouvoir être raccordé au réseau ferré sur la façade Sud-Ouest.

Les terrains d'habitations les plus proches se situent à 550 au Sud-Ouest du site.

1.3. Présentation de la demande

Le projet constitue une demande d'autorisation d'exploiter d'un bâtiment logistique (entrepôt) dit « Bâtiment E » sur le territoire de la commune de Mer.

L'activité logistique se caractérise par quatre grandes phases reprises ci-après :

- la réception des marchandises,
- le stockage,
- la préparation des commandes et le chargement des marchandises,
- les expéditions et livraisons.

D'autres activités gravitent autour comme le service client ou la gestion des déchets par exemples.

1.4. Cadre administratif de l'instruction

La création de l'entrepôt constitue une demande d'autorisation par référence au dépassement des seuils à autorisation des rubriques 1436, 1510, 1530, 1532, 2662, 2663-1, 2663-2, 4331, 4734 et 4755 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

En application de l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 l'article 15 et notamment l'al 1° et l'al 2°, relative à l'autorisation environnementale, le dossier constitué selon les dispositions des articles R. 512-2 à R. 512-9 du code de l'environnement a donc été instruit selon les règles de procédures prévues par les dispositions des articles R. 512-14 à R. 512-26 du même code.

1.5. Maîtrise d'urbanisation

Les zones d'effets liées aux flux thermiques, en cas d'incendie des cellules de stockage, présentées dans l'étude de dangers sont indiquées comme restant circonscrites au site à l'exception des flux de 5 kW/m² (seuil des effets létaux) qui sont susceptibles d'atteindre la voirie commune aux différents bâtiments d'entreposage de la zone, et les flux de 3 kW/m² (seuil des effets irréversibles) qui, eux, atteignent la voirie et les espaces verts bâtiment F et du bâtiment D en projet, ainsi que le bas côté de la route départementale 15. Cependant ces flux thermiques n'impactent que les voies communes de circulation privées de la ZAC, pour les effets thermiques graves, et aucun bâtiment occupé par des tiers pour les effets thermiques significatifs. Ces données sont compatibles avec les règles d'implantation imposées par l'arrêté ministériel du 4 mai 2017 et avec l'occupation actuelle des sols.

2. PROCÉDURE D'INSTRUCTION

2.1. Avis de l'autorité environnementale

L'autorité environnementale a émis le 30 mars 2018 un avis sur le dossier de demande d'autorisation d'exploiter. Cet avis a été joint au dossier lors de l'enquête publique. Cet avis a conclu que :

L'avis de l'autorité environnementale souligne en particulier les aspects suivants :

Le contenu de l'étude d'impact et de l'étude des dangers est en relation avec l'importance des effets et des risques engendrés par l'installation, compte tenu de son environnement.

Le dossier prend globalement bien en compte les incidences directes, indirectes, permanentes ou temporaires, du projet sur l'environnement sur l'ensemble des enjeux environnementaux identifiés.

Par ailleurs, au vu des impacts réels ou potentiels présentés, l'étude présente de manière détaillée les mesures pour réduire ou supprimer les incidences du projet. Ces mesures sont cohérentes avec l'analyse des enjeux environnementaux et les effets potentiels du projet.

Néanmoins, l'autorité environnementale recommande d'étudier la faisabilité d'une mobilisation de l'énergie solaire et d'une meilleure définition des zones des effets des flux thermiques en cas d'incendie. Un exposé des effets conjoints des deux installations envisagées est également recommandé.

Suite à l'avis de l'autorité environnementale et dans le cadre de sa réponse au commissaire enquêteur, le pétitionnaire a :

- indiqué que compte tenu de la réglementation en vigueur, le bâtiment D n'a pas à être étudié pour l'analyse des effets conjoints ou cumulés ;
- indiqué que l'implantation de panneaux photovoltaïques en toiture nécessite de respecter la section V de l'arrêté du 04 octobre 2010 et peut parfois causer des problèmes lors de l'intervention des secours en cas d'incendie, le maître d'ouvrage n'a donc pas souhaité installer de tels équipements ;
- transmis une carte des effets thermiques enveloppe en cas d'incendie

2.2. Déroulé de l'enquête publique

L'enquête publique a été prescrite par l'arrêté n°41-2018-03-19-002 en date du 19 mars 2018 et s'est déroulée du 16 avril 2018 au 16 mai 2018 inclus. L'enquête publique a concerné les communes suivantes, situées dans le département de Loir-et-Cher : MER, SÉRIS, AVARAY et COURBOUZON. Cette enquête est commune aux bâtiments D et E.

Dans le cadre de cette enquête publique, 1 observation écrite a été consignée dans le registre d'enquête. L'observation fait état :

- de la remise en question du modèle de société que représentent les entrepôts (perte de terre agricoles, de l'augmentation des flux de poids-lourds, impact sur les paysages) ;
- de l'absence de panneaux photovoltaïques en toiture ;
- de l'absence d'obligation de l'utilisation du train pour le transport des marchandises de l'entrepôt ;
- de la pollution lumineuse de la zone d'activité.

2.3. Réponses apportées par le demandeur

Suite à l'observation exprimée par le public et contenue dans le registre d'enquête publique, le pétitionnaire a remis un mémoire de réponse daté du 18 mai 2018.

Les éléments de réponse fournis peuvent être synthétisés de la manière suivante :

Observation du public	Résumés des réponses du pétitionnaire
de la remise en question du modèle de société que représentent les entrepôts	<p>« Les projets d'implantation des bâtiments D et E sont prévus sur une zone d'activité économique créée depuis plus de 10 ans par les pouvoirs publics. Ces territoires ne sont donc pas dévolus à une activité agricole à ce jour. »</p> <p>Situation du projet entouré d'autres plateformes logistiques.</p> <p>Aménagement paysager prévu dans le projet.</p> <p>Les poids-lourds proviendront majoritairement de l'A10.</p>
de l'absence de panneaux photovoltaïques en toiture	L'implantation de panneaux photovoltaïques en toiture nécessite de respecter la section V de l'arrêté du 04 octobre 2010 et peut parfois causer des problèmes lors de l'intervention des secours en cas d'incendie
de l'absence d'obligation de l'utilisation du train pour le transport des marchandises de l'entrepôt	Impossibilité de prendre l'engagement d'un volume de trafic minimal.

Observation du public	Résumés des réponses du pétitionnaire
de la pollution lumineuse de la zone d'activité	« Engagement d'un éclairage minimal permettant d'assurer la sécurité des biens et des personnes durant les périodes d'activités et doté d'une horloge crépusculaire. Cet éclairage sera dirigé vers le bas. » Absence de publicité lumineuse.

2.4. Avis du commissaire enquêteur

Le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur ont été remis le 7 juin 2018.

Dans son rapport de conclusions et d'avis, le commissaire enquêteur considère ou prends en compte, notamment, que « beaucoup d'atouts positifs existent pour ce projet contre autun inconvénient recensé, selon la théorie du bilan. »

En conséquence, le commissaire enquêteur émet « un avis favorable aux deux demandes d'autorisation, présentées par la société AMF QSE, en vue de créer et d'exploiter deux entrepôts logistiques (Bâtiments D et E) situés sur la ZAC « Les Portes de Chambord » sur la commune de Mer. »

2.5. Avis des conseils municipaux

Toutes les communes situées dans le rayon d'enquête publique ont été consultées. Sur les 2 conseils municipaux ayant délibérés sur le projet :

- Mer (délibération du 25 mai 2018) a émis un avis favorable à l'unanimité.
- Avaray (délibération du 14 mai 2018) a émis un avis favorable à l'unanimité.

2.6. Avis des services consultés

L'inspection des installations classées n'a pas été destinataire des avis des services de l'État autres que ceux détaillés ci-dessous.

Agence Régionale de Santé Centre-Val de Loire – Délégation départementale de Loir-et-Cher

Par courrier du 19 mars 2018, l'ARS Centre-Val de Loire a émis des remarques sur le dossier, notamment :

- « La période de mesure diurne choisie (18h-21h30) n'est donc peut être pas la plus représentative de l'activité et donc défavorable en matière de bruit » ;
- Insuffisance de l'étude d'impact pour conclure sur des nuisances sonores ;
- « Il conviendrait effectivement de réaliser une nouvelle campagne de mesure 3 mois après la mise en service de l'extension, non seulement au niveau de l'établissement mais également au niveau des habitations les plus proches afin de vérifier le respect des émergences réglementaires et, le cas échéant de mettre en œuvre des mesures compensatoires. »

L'ARS conclut que, « le projet semble présenter un risque acceptable pour la santé de la population compte tenu des connaissances scientifiques et techniques actuelles. Aussi, sous réserve que les remarques ci-dessus soient prises en considération, j'émet un avis favorable à l'autorisation sollicitée. »

Prise en compte des observations :

- Le pétitionnaire a précisé qu'une étude acoustique serait réalisée dans les trois mois suivant la mise en service de l'installation ;
- La période de mesure diurne retenue (18h-21h30) permet de se placer dans le cas le plus contraignant.

Service d'incendie et de secours (SDIS)

Dans son avis en date du 6 avril 2018, le SDIS rappelle les dispositions essentielles du projet sur :

- l'accessibilité des secours ;
- la défense extérieure contre l'incendie (DECI) ;
- les moyens particuliers de lutte contre l'incendie, notamment l'implantation d'un système de colonne d'aspersion sur les parois séparatives des cellules de stockage. Le SDIS demande à ce que l'exploitant réalise une étude d'ingénierie incendie, justifiant techniquement de la pertinence du dimensionnement en eau et de l'efficacité du système ;
- Le système d'extinction automatique ;
- la rétention des eaux d'extinction ;
- la construction et le recoupement du bâtiment ;
- le désenfumage.

Prise en compte des observations :

- Le pétitionnaire indique qu'un « procès-verbal sera établi, permettant de justifier le dimensionnement correct du [système de colonne d'aspersion]. »

3. MESURES PRISES POUR PRÉSERVER L'ENVIRONNEMENT DU SITE

3.1. Dispositions retenues dans l'arrêté en référence au dossier déposé par le pétitionnaire

3.1.1. Eau

Prélèvement et consommation

L'établissement sera alimenté en eau par le réseau d'adduction d'eau potable de la ZAC. Le raccordement sera muni d'un disconnecteur. La consommation d'eau annuelle a été estimée à 2 500 m³ et servira :

- aux besoins du personnel,
- à l'entretien des locaux.

Rejets d'eaux

a) Eaux sanitaires

Le site est raccordé à un réseau d'assainissement communal pour les eaux usées.

b) Eaux pluviales

Les eaux pluviales de voiries sont dirigées par un réseau spécifique vers un séparateur à hydrocarbures pour être traitées avant rejet dans le réseau d'eaux pluviales de la ZAC. Les articles 4.3.13 et 9.2.3.1 du projet d'arrêté préfectoral imposent des normes de rejets et une périodicité de mesure semestrielle pour les eaux pluviales susceptibles d'être polluées issues des voiries.

Les eaux de ruissellement des toitures sont collectées dans un réseau spécifique avant rejet dans le réseau d'eaux pluviales de la ZAC. Les eaux de toitures et les eaux de voiries traitées sont collectés dans le bassin tampon de la ZAC, pour finir au milieu naturel, La Tronne puis La Loire. Le pétitionnaire a démontré que le projet ne remet pas en cause les calculs hydrauliques ayant servi pour dimensionner le bassin de tamponnement de la ZAC. Le débit en sortie du bassin tampon de la ZAC est régulée à 1,15 l/s/ha (conforme au Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux Loire-Bretagne)

Une vanne sera présente en amont du rejet dans le réseau d'assainissement de la ZAC afin de prévenir tout transfert de pollution au milieu naturel en cas d'incendie sur le site.

3.1.2. Milieu naturel

L'étude d'impact présente une étude faune-flore de la société BIOTOPE qui a réalisé des investigations entre juillet 2015 et le printemps 2016.

Dans sa conclusion le bureau d'étude considère que le projet entraînera des impacts sur les habitats, la flore et la faune notamment par destruction et dégradation d'habitats et risque de destruction et de perturbation d'espèces. Afin d'éviter et réduire les principaux effets du projet sur le patrimoine naturel, il émet plusieurs recommandations. Le maître d'ouvrage s'engage à appliquer les recommandations formulées.

Le projet d'arrêté préfectoral, dans son article 2.1.2 prescrit notamment les dispositions suivantes :

- La réalisation des travaux de prise de possession de la zone travaux (déboisement/défrichement, terrassement, etc.), est réalisée soit dans le mois de février, soit sur les mois de septembre et octobre.
- La mise en place des mesures de réduction décrites dans le dossier joint à la demande d'autorisation d'exploiter, dont le suivi est assuré, pendant la phase travaux, par un écologue chantier indépendant.

3.1.3. Air

Les impacts sur la qualité de l'air sont limités. Les rejets atmosphériques identifiés sont :

- La chaufferie au gaz naturel en rejet canalisé ;
- Les émissions diffuses des engins et véhicules (trafic routier).

3.1.4. Paysage

Le dossier démontre, en s'appuyant sur des photomontages, l'impact visuel non négligeable du bâtiment dans son environnement, du fait de ses dimensions importantes par rapport à la topographie générale du paysage, mais conclut que le projet ne remet pas en cause le classement au patrimoine mondial de l'Unesco du Val de Loire, compte tenu de son implantation dans une ZAC existante comprenant déjà des entrepôts de dimensions similaires.

Le projet prévoit des aménagements paysagers constitués d'espaces verts sous la forme de boisements composés essentiellement d'essences forestières afin de correspondre à l'ambiance du boqueteau beauceron.

3.1.5. Bruit

La zone d'implantation présente de nombreuses sources sonores déjà existantes : les routes départementales D15 et D206, l'autoroute A10, les activités des sociétés voisines (logistiques). L'étude d'impact présente des mesures réalisées sur la zone d'implantation. Aucune modélisation n'a été réalisée.

La zone à émergence réglementée la plus proche est située au niveau des premières habitations qui sont localisées à environ 550 m au Sud-Ouest du projet.

Le demandeur a prévu de réaliser une étude acoustique dans les trois mois suivant la mise en service de l'installation. Cet engagement est repris par le projet d'arrêté préfectoral.

3.1.6. Déchets

Les déchets sont identifiés et stockés dans des emplacements repérés. Par la suite ils sont éliminés dans des filières agréées. Les quantités maximales de déchets susceptibles d'être produites sur le site sont indiquées à l'article 5.1.7 du projet d'arrêté préfectoral.

3.1.7. Trafic routier et ferroviaire

L'activité de logistique génère un trafic de poids lourds lié aux approvisionnements et aux expéditions des marchandises entreposées, ainsi qu'un trafic de véhicules légers associés au personnel et aux visiteurs.

L'étude d'impact présente l'estimation du trafic suivante :

- Environ 135 poids-lourds (PL) par jour, soit 270 mouvements/jour (mvts/j) ;
- Environ 1 train par jour ;
- Au maximum 170 véhicules légers (VL), soit 340 mouvements/jour (mvts/j), liés au personnel et aux visiteurs.

Soit au total 305 véhicules routiers par jour soit 610 mvts/j et 1 train/j, tous véhicules confondus. L'étude d'impact indique que l'établissement contribuera de manière significative au trafic routier sur les voiries desservant la zone d'activité.

3.1.8. Effets sanitaires

L'étude d'impact qui traite des effets sanitaires précise que ceux-ci sont non significatifs compte tenu de l'activité du site, des caractéristiques des équipements prévus et de l'environnement existant qui accueillera le projet.

3.1.9. Risque technologique

L'étude de dangers a retenu les scénarii d'accidents suivants : incendie d'une cellule de stockage en fonction des matières stockées. Le scénario le plus pénalisant est celui relatif à l'incendie d'une cellule de stockage de matières plastiques ; celui-ci est clairement caractérisé par des modélisations.

Les zones d'effet liées aux flux thermiques, en cas d'incendie des cellules de stockage, sont indiquées comme restant circonscrites au site à l'exception des flux de 5 kW/m^2 (seuil des effets létaux) qui sont susceptibles d'atteindre la voirie commune aux différents bâtiments d'entreposage de la zone et les espaces verts du bâtiment A et du bâtiment E en projet, et des flux de 3 kW/m^2 (seuil des effets irréversibles) qui, eux, atteignent la voirie et les espaces verts des bâtiments précités.

L'étude de dangers précise les moyens de préventions et de protection qui seront mis en place pour limiter la probabilité d'occurrence ou les conséquences d'un éventuel incendie. Ces mesures de prévention et de protection sont, notamment, les suivantes :

- Accessibilité :
 - une voie « engin », 2 aires de mise en station des moyens aériens, des aires de stationnement des engins, des accès adaptés, permettant l'accès et l'intervention des services d'incendie et de secours.
- Dispositions constructives :
 - la surface des cellules de stockage est limitée à $6\,000 \text{ m}^2$, et $3\,000 \text{ m}^2$ pour celles susceptibles de contenir des produits dangereux (liquides inflammables et aérosols) ;
 - les parois séparatives des cellules de stockage sont des murs coupe-feu 2 heures ;
 - les locaux techniques et les bureaux sont séparés des cellules de stockage par des murs coupe-feu 2 heures ;
 - les murs en pignon Nord-Ouest et en façade Nord-Est sont coupe-feu 4 heures ;
 - le mur en pignon Sud-Est est coupe-feu 2 heures ;
 - le reste des dispositions constructives (porte coupe-feu, exutoires de fumées, cantonnements, matériaux...) est adapté à la nature des risques identifiés.
- Moyen de lutte contre l'incendie :
 - en matières d'hydrants, le volume d'eau nécessaire à l'extinction du sinistre le plus pénalisant a été estimé à 540 m^3 . Ce débit est assuré par :
 - deux réserves d'eau de 270 m^3 ,
 - sept poteaux incendie privé, en mesure de fournir un débit minimum de $60 \text{ m}^3/\text{h}$.
 - Un système d'extinction automatique d'incendie adapté aux produits stockés et à leurs conditions de stockage. L'alimentation en eau de ce système est assurée par une réserve de 644 m^3 ;
 - Des extincteurs, des robinets incendie armés (RIA), et une détection automatique incendie avec report d'alarme par l'intermédiaire du réseau d'extinction automatique ;
- Des contrôles périodiques sur les différents équipements de sécurité et les installations électriques ;
- Des dispositions constructives permettant de recevoir les liquides inflammables, en cas d'incendie, dans une rétention extérieure étanche ;
- Des règles de stockage concernant les cellules de l'établissement.

En matière de gestion des eaux incendie, le volume maximal d'eau à collecter suite à un incendie, calculé dans le dossier, est de 3 236 m³. Un bassin de confinement étanche de ce volume est prévu par le projet. Des vannes obturatrices à commande automatique et manuelle seront installées sur les réseaux des eaux pluviales afin de diriger les eaux d'extinction vers le bassin de confinement.

Dans le cadre de sa demande d'autorisation d'exploiter, l'exploitant a sollicité la dérogation à plusieurs articles de deux arrêtés ministériels applicables aux installations de l'établissement : l'arrêté ministériel du 16 juillet 2012 et l'arrêté ministériel du 11 avril 17 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510. Pour certains de leurs articles, ces deux arrêtés ministériels spécifient que des configurations différentes peuvent être prévues par arrêté préfectoral sous réserve de l'accord préalable des services publics d'incendie et de secours. Ainsi, compte tenu des caractéristiques de l'établissement, le porteur de projet ne souhaite pas :

- mettre en place des aires de mise en station des moyens aériens sur chaque façade des installations (cellules) ;
- réaliser des aires de croisement tous les 100 mètres sur la voie « engins » ;
- réaliser une voie engin sur deux faces de la rétention extérieure.

En appui de sa demande, le pétitionnaire a proposé la mise en place des mesures compensatoires suivantes :

- mise en place d'un système de colonne d'aspersion, situé au droit de toutes les parois séparatives des cellules, permettant le refroidissement des murs ;
- réalisation d'aire de stationnement ou d'élargissement de voirie tous les 150 mètres, au maximum, possédant les mêmes caractéristiques que les aires de croisement ;
- réalisation d'un portail d'accès, d'une largeur minimale de 1,80 mètres, avec accès par un chemin dédié.

Le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) ne s'oppose pas à ces demandes, mais demande à ce que le futur exploitant puisse justifier techniquement de la pertinence du dimensionnement en eau et de l'efficacité du système de colonnes d'aspersions situées au droit des parois séparatives.

Par ailleurs, l'exploitant s'est engagé à mettre en œuvre un Plan d'Opération Interne (POI).

Le titre 7 du projet d'arrêté préfectoral prescrit les dispositions applicables à l'établissement, en particulier les mesures compensatoires et les demandes du Service Départemental d'Incendie et de Secours.

3.2. Propositions supplémentaires introduites dans l'arrêté par le service instructeur

Outre les prescriptions proposées par le pétitionnaire, prévues par la réglementation nationale applicable à l'établissement ou demandées par les services consultés, plusieurs prescriptions supplémentaires ont été ajoutées par le service d'inspection des installations classées, afin de renforcer la protection des intérêts visés par l'article L511-1 du code de l'environnement :

- Article 6.2.4 : l'exploitant devra mettre en place des mesures compensatoires en cas de dépassement des seuils réglementaires diurne et/ou nocturne ;
- Article 1.2.4.3 : l'exploitant devra communiquer au préfet et au service d'inspection des installations classées le choix de la configuration retenue (8 ou 10 cellules). Le projet d'arrêté prévoit que certaines dispositions spécifiques aux « cellules liquides inflammables » sont applicables quelle que soit la configuration retenue.
- Article 3.2.4 et 8.3.2 : afin de prendre en compte l'arrêté ministériel du 3 août 2018, qui sera applicable à l'établissement, des prescriptions sur l'autosurveillance des rejets atmosphériques ont été ajoutées ;
- Article 7.3.3.1 : l'aire « pompier » prévue sur la voie ferrée devra respecter l'ensemble des prescriptions applicables aux aires de mise en station des moyens aériens ;
- Article 7.22.2 : la réalisation d'une vérification annuelle des obturateurs automatiques et manuels.

4. AVIS DU SERVICE INSTRUCTEUR

Le commissaire enquêteur, les services et les conseils municipaux consultés au cours de la procédure ont émis des avis favorables parfois assortis de remarques que le projet d'arrêté préfectoral a pris en compte.

Le choix d'implantation a été motivé par la volonté de poursuivre le développement de la plateforme logistique en croissance dans le secteur d'implantation. La ZAC les Portes de Chambord dispose d'un emplacement stratégique avec un accès direct à l'autoroute A10 et les routes départementales D15 et D205. Cette implantation sur une ZAC, éloignée des zones habitées, permet de limiter l'impact sur la faune et la flore et d'éviter les nuisances pour le voisinage du fait du trafic routier en particulier. Cette situation n'aura pas, par ailleurs, d'impact paysager significatif sur le site Val de Loir-Patrimoine mondial.

Les moyens de préventions et de protection qui seront mis en place pour limiter la probabilité d'occurrence ou les conséquences d'un éventuel incendie sont adaptés à la nature des risques identifiés et cohérents par rapport aux mesures habituellement mises en place dans le secteur d'activité.

Compte tenu des mesures prises ou prévues, du niveau de maîtrise des impacts et des dangers sur l'environnement et les tiers, l'inspection des installations classées émet un avis favorable.

5. CONCLUSION ET PROPOSITIONS DE L'INSPECTION

Au vu des éléments fournis par la société AMF QUALITE SECURITE ENVIRONNEMENT dans son dossier de demande d'autorisation d'exploiter et ses compléments, des avis formulés lors de l'enquête publique et des services de l'État et des réponses apportées par le pétitionnaire,

L'inspection des installations classées considère que les mesures envisagées sont de nature à prévenir les nuisances vis-à-vis de l'environnement et des tiers, et à limiter les risques de l'établissement projeté par la société AMF QUALITE SECURITE ENVIRONNEMENT.

Dans ces conditions, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de Loir-et-Cher d'autoriser l'exploitation de l'installation, sous réserve du respect des prescriptions du projet d'arrêté préfectoral annexé au présent rapport.

En application du Code de l'environnement, l'inspection des installations classées propose que le présent rapport et les dispositions du projet d'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter soient respectivement présentés et soumis à l'avis du Conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques.

L'inspecteur des installations
classées

Vu et transmis avec avis conforme,
A monsieur le préfet de Loir-et-Cher,
Pour le directeur,
Le Chef de l'Unité Départementale de Loir-et-Cher

P.J : Projet d'arrêté préfectoral d'autorisation
Copie : DREAL Centre-Val de Loire - SEIR